

- PREAMBULE -

La place réservée à l'enseignement est l'un des critères essentiels qui permettent de mesurer la valeur et l'efficacité d'un système politique et social. Or, depuis le plan Langevin-Wallon, les propositions avancées par la gauche dans ce domaine ont été très insuffisantes

Face à la crise profonde qui ébranle le système d'enseignement, mis en place il y a cent cinquante ans par la bourgeoisie, la réaction de nombreux secteurs de la Gauche française a été de défendre l'Université libérale traditionnelle et de se contenter de dénoncer les carences matérielles, "la grande misère de l'Université", encourageant ainsi les réactions corporatistes.

Or, en fait, le problème qui se pose est celui des structures de l'enseignement et pas seulement du manque de moyens matériels.

C'est sur ce plan du reste, que le pouvoir cherche à exercer son action: les différentes tentatives de réforme partielle, et plus récemment le plan Fouchet, consacrent en fait la volonté du régime d'imposer un plan technocratique de réorganisation de l'éducation nationale visant à adapter l'enseignement aux nouveaux besoins du capitalisme.

Il faut que la Gauche, pleinement consciente de cette situation nouvelle, engage la lutte sur le véritable terrain.

Devant la crise que traverse l'enseignement, la défense de l'université libérale ne correspond plus aux réalités présentes. La Gauche doit combattre pour une véritable démocratisation de l'enseignement, pour la création d'un service national d'éducation (qui implique la nationalisation de l'enseignement privé et l'abrogation de lois antilaïques).

Dans l'immédiat, elle doit opposer à la réforme que le Pouvoir va mettre en application, un contre-plan de l'université, dans la perspective, d'une transition vers le socialisme.

- NOS PRINCIPES FONDAMENTAUX -

A) - Rôle de l'Université dans la Nation. -

La conception actuelle de l'enseignement, moyen pour les couches les plus favorisées, de maintenir leur rang dans la hiérarchie sociale, doit être condamnée. Les classes dirigeantes entretiennent le mythe d'un enseignement démocratique en permettant la promotion d'un très faible pourcentage des éléments les plus doués des couches populaires.

A la promotion individuelle des "élites", il faut proposer la promotion collective des travailleurs, seul moyen de parvenir à une démocratisation véritable du recrutement. L'Education nationale doit devenir un investissement social.

.../...

La gratuité de l'enseignement doit être effective à tous les niveaux non seulement pour les fournitures, mais aussi pour le ramassage scolaire. Elle implique également l'aménagement des allocations familiales jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, et au-delà, l'institution d'une allocation d'études pour tous, assortie d'un contrôle quant au travail fourni, c'est-à-dire attribuée sur des critères universitaires.

L'Education nationale a une triple fonction :

- 1/ - Elle doit donner au pays des hommes qualifiés pour leur future profession, c'est-à-dire possédant des connaissances indispensables à l'appréhension totale des techniques et de leurs implications dans la vie sociale, assurant leur formation ; elle doit leur permettre, en outre, de suivre des enseignements de perfectionnement, ces recyclages qu'impose l'évolution économique.
- 2/ - Elle doit dispenser une culture générale permettant l'épanouissement de l'individu.
- 3/ - Elle doit permettre l'apprentissage de la démocratie par la possibilité qu'auront les usagers du Service national d'enseignement de participer aux décisions qui les concernent.

B) - La démocratisation de l'enseignement.-

Tout essai de démocratisation de l'enseignement qui ne serait pas soutenu par des changements économiques et sociaux allant vers le socialisme, ne pourrait faire disparaître les inégalités sociales et culturelles héritées du milieu familial. Ainsi, la seule gratuité effective de l'enseignement à tous les niveaux (en elle-même souhaitable) ne saurait constituer le seul objectif ou l'objectif prioritaire d'un parti socialiste. La lutte pour le socialisme et la lutte pour un enseignement démocratique sont étroitement liées.

- ELEMENTS POUR UN CONTRE-PLAN -

A) - L'enseignement actuel : contenu, méthodes, structures.-

- 1.- Dans ses structures, l'enseignement actuel perpétue les inégalités sociales (implantation universitaire, division entre C.E.G., C.E.T. et Lycées).
- 2.- Dans ses programmes, l'Education nationale garde un caractère d'encyclopédisme, tout en négligeant les disciplines nouvelles qui devraient permettre d'appréhender les réalités de notre temps : éléments d'économie, de sociologie, de droit, de statistique, etc...

Totalement coupé de la vie sociale et professionnelle, l'enseigné demeure dans l'impossibilité de confronter à la réalité l'enseignement théorique qu'il reçoit.

- 3.- Le rapport pédagogique maître-élève, basé actuellement sur un lien d'autorité et non de collaboration active, joue un rôle idéologique non

.../...

négligeable dans l'enseignement bourgeois. Cet état de fait est renforcé par un tout un système de notes, d'examens, de concours qui, en organisant la sélection, pousse à un individualisme forcené contraire à l'esprit communautaire qui est celui du socialisme.

B) - La politique gaulliste.-

La politique gaulliste en matière d'enseignement matérialise l'incapacité du système à résoudre de manière globale la crise de l'enseignement tant sur le plan des moyens que sur la réalisation de ses objectifs :

- renvoi à 1970 de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans (prévue à l'origine pour 1967) ;

- besoins non satisfaits de classes maternelles en milieu rural et dans les grands ensembles;

- suppression des classes dans le primaire pour en créer dans les C.E.G. ;

- pénurie de crédits (fournitures scolaires, maîtres, locaux, etc..).

Mais il est clair qu'en dépit de ses propres contradictions tenant à la nature du système, le Pouvoir manifeste des intentions précises dont les grandes lignes du plan Fouchet sont révélatrices. En utilisant la nécessaire réforme du probatoire, le Pouvoir institue en fait un système de ségrégation sociale plus rigoureuse fondée sur la dislocation de l'Université. La suppression de la propédeutique qui était contestable dans sa forme actuelle et la formation d'enseignants au rabais (en deux ans) s'inscrivent dans cette politique de caractère technocratique.

C) - Propositions de réforme.-

1.- Les structures.-

Dans son contenu et ses méthodes, la démocratisation se joue, en fait, dès le plus jeune âge. Il convient donc d'attribuer une importance particulière aux classes élémentaires et maternelles.

En ce qui concerne l'enseignement moyen, l'institution d'un tronc commun jusqu'à 15 ans doit assurer l'orientation permanente qui réserve tout au long de la scolarité les possibilités de changement, la spécialisation intervenant lorsqu'un niveau suffisant de culture générale aura été atteint. Il comportera des cours généraux, communs à tous les élèves et des cours spéciaux dont l'éventail sera relativement ouvert. A l'issue du cycle commun sera dispensé un enseignement plus différencié jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire et comprenant deux branches :

- les études théoriques, orientées vers l'enseignement supérieur ;
- les études pratiques et techniques à tous les degrés, de telle sorte qu'aucun jeune n'entre au travail sans formation professionnelle.

Tous les établissements d'enseignement supérieur doivent dépendre strictement du Service National de l'Enseignement (unité de l'Enseignement).

.../...

Il sera nécessaire de prévoir à tous les échelons des passerelles entre les différentes branches, et après une propédeutique commune rénovée, des débouchés ouverts notamment sur des instituts de formation professionnelle, La promotion sociale devra rester sous le contrôle de l'Education nationale.

Dans les cinq facultés constituant l'Université " stricto sensu ", les divisions ne correspondent pas ou plus aux techniques actuelles et aux nécessités scientifiques. La séparation en Facultés et Grandes Ecoles, le découpage des licences et des certificats demeurent fondés sur une division en disciplines qui ne correspond plus à la réalité de notre époque. (Ex. la recherche est écartelée en biologie et en psychologie entre les Facultés de Sciences et de Lettres d'une part et de Médecine d'autre part).

2.- La gestion de l'Université.-

Des Conseils tripartites comprenant enseignants, étudiants et parents d'élèves représentant des assemblées régionales et des comités régionaux du Plan assureront la gestion des universités. Ces Conseils seront, par ailleurs, représentés dans les instances du Plan. Cette double liaison permettra d'assurer un contact permanent entre l'Université et les organes de planification démocratique.

3.- Ces propositions de réforme ne peuvent être réalisées que si un certain nombre de conditions matérielles sont réunies: 25 élèves par classe, le quart du budget dévolu à l'Education nationale, etc..

Dès maintenant, la lutte pour une Université démocratique doit se concrétiser et s'élargir au plan régional, à l'aide de contre-projets posant les problèmes d'implantation universitaire liés aux établissements socio-culturels, dans l'optique d'une formation permanente.

- ADOPTÉ PAR LE P.S.U. AU CONSEIL NATIONAL DE LYON DES 7 ET 8 NOVEMBRE 1964 -

L'Etudiant Socialiste

PSU – Bulletin Section Droit Sciences Eco

N° 3